

> [Analyses et témoignages](#) > [Europe](#) > L'Europe aux mains des grandes entreprises

L'Europe aux mains des grandes entreprises

DAVID CRONIN

14 mai 2013

envoyer par mail |

Article en PDF: 

Le majeur de la main droite de José Manuel Barroso est constamment levé dernièrement. Il s'en sert en effet pour saluer 99 % de la population mondiale d'un joli doigt d'honneur.



Il y a quelques semaines, j'ai écrit un article sur la manière dont le président de la Commission européenne avait nommé Edmund Stoiber, une grande figure de la politique allemande, en vue de faire passer à la trappe une partie du droit du travail et du droit environnemental.

A peine après avoir rendu mon article, j'ai appris qu'une coalition de syndicats et de défenseurs de la santé, de l'environnement et de la protection des consommateurs s'étaient plaints à Barroso de leur exclusion de discussions récentes tenues par le "groupe de haut niveau" sur "les charges administratives" que Stoiber dirige. Ces militants ont demandé que la réunion du groupe Stoiber programmée pour le 7 mars soit reportée jusqu'à ce que la liste des membres du groupe soit révisée. Jusqu'à nouvel ordre, le groupe est contrôlé par des représentants du secteur privé, dont la motivation première est de maximiser ses profits.

Barroso a ignoré leur requête et la réunion a eu lieu comme prévu.

Même si la Commission est en mesure de prétexter des "délais dans la procédure" pour tergiverser sur la décision d'intégrer des défenseurs de l'intérêt public dans le groupe, elle n'a aucun problème à permettre à un lobbyiste de l'industrie de la cigarette d'y participer.

Pavel Telicka était le premier commissaire européen de la République tchèque avant d'être engagé par British American Tobacco comme conseiller en "responsabilité sociale".

La plupart d'entre nous qui s'intéressent à la prévention du cancer pourraient donner à BAT des conseils très concrets sur la manière responsable d'agir. Cela sonnerait à peu près comme-çeci : arrêtez de colporter du tabac.

Mais ce n'est pas le cas de Telicka : il a au contraire défendu avec acharnement l'industrie de la cigarette. Quand des militants anti-tabac ont saisi la Cour de justice de l'Union européenne en 2010 dans le but d'interdire la vente de cigarettes, Telicka a protesté violemment. Il a été nommé au club sélect de Stoiber par l'European Policy Centre, un "groupe de réflexion" financé par l'industrie du tabac depuis sa fondation.

Inquiétant

La participation constante d'un fervent soutien de la cigarette dans le groupe est encore plus inquiétante si l'on considère que Stoiber a profité (voire "abusé", devrait-on dire) de son poste l'année dernière pour exercer des pressions contre une loi européenne, alors en préparation, sur les "produits du tabac".

Des présentations PowerPoint produites à la réunion du 7 mars laissent entendre que Stoiber et ses acolytes s'opposent à la législation en général.

Le British Department of Business (Département britannique des affaires) a fait circuler le résumé d'un papier où l'on se vantait que dans 95% des cas le gouvernement de David Cameron ne transpose pas les règlements de l'UE dans les textes de lois du pays avant la date limite. Cela rentre dans le cadre d'une pratique connue sous le nom de "gold-plating", ou surréglementation.

Il peut paraître étrange qu'un organe législatif comme la Commission européenne ait donné son approbation à un forum qui recommande que les règles ne devraient pas être respectées jusqu'à la toute dernière minute – et essaie ensuite de se débarrasser tout bonnement de ces règles. Pourtant, ceci s'inscrit dans un modèle plus général dans lequel les initiatives de l'UE sont adaptées avec pour objectif de satisfaire – ou du moins d'apaiser – les grandes entreprises.

Une preuve frappante de ce modèle est le nouveau "paquet" sur le changement climatique que la Commission publiera d'ici peu. Il inclut un document de travail sur comment stimuler les investissements dans la "capture et le stockage de dioxyde de carbone" (CSDC), un procédé par lequel les gaz à effet de serre émis par les centrales où l'on brûle des

combustibles fossiles sont récupérés et enterrés.

À ce jour, les prétendus avantages de la CSDC restent encore à prouver. Le changement climatique est par contre un fait établi. Ces dernières semaines, le temps à Bruxelles est passé d'un doux ensoleillement propre au mois de mai à des températures en dessous de zéro et à de la neige : ceci indique clairement que l'équilibre de la planète est perturbé. Mais surtout, la grande majorité des scientifiques dans le monde sont d'accord sur le fait que les températures sur Terre augmentent à cause de l'activité humaine.

Envoûtés par le pétrole

Si la logique et le bon sens prévalaient, les responsables politiques se consacraient avant tout à promouvoir les énergies renouvelables ainsi que des stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre, plutôt que d'être distraits par la CSDC. Mais la Commission s'est laissée envoûter par le chant des sirènes de la CSDC – mieux connues en tant que l'industrie pétrolière.

Le nouveau papier de la Commission propose l'idée que le système d'échange de quotas d'émissions de l'UE soit réajusté afin que les recettes tirées de la mise aux enchères de permis de polluer soient utilisées pour stimuler la CSDC. J'ai pu retracer les origines de cette recommandation : elle peut être trouvée dans un plan émis en juillet 2012 par la Plateforme Zéro Emission (ZEP, *Zero Emission Platform*).

Créée par la Commission européenne, la ZEP est composée de BP, Shell, Statoil et Total : toutes des sociétés qui ont un intérêt certain à entraver toute action rapide contre le changement climatique, afin de pouvoir continuer de brûler des combustibles fossiles. Pour donner une impression d'ouverture, la plateforme comprend également quelques "écologistes". Ces derniers sont membres de la Fondation Bellona, dont le siège se trouve en Norvège, et d'E3G^[1], basé à Londres.

Après m'être penché sur le financement de ces deux groupes, je me suis rendu compte que Bellona a reçu des donations de Statoil et E3G de la part de Shell. Une campagne "verte" ainsi financée par l'industrie pétrolière a à peu près autant de sens qu'une campagne antiraciste financée par le Ku Klux Klan.

Je n'en peux plus de la façon dont Barroso prétend être un homme d'action sur la question du changement climatique. Lui et ses laquais sont en train d'approuver unilatéralement des plans préparés par les mêmes personnes qui détruisent la planète. Les écologistes authentiques sont exclus des négociations – de fait, on ne leur dit même pas où celles-ci ont lieu – alors que des discussions cruciales sont en cours.

Il n'y a qu'un seul moyen d'améliorer la situation : la pression publique. Créer et soutenir un mouvement contre l'accaparement de la politique par les grandes entreprises est probablement le défi le plus important de notre époque.

Source originale : [New Europe](#)

Traduit de l'anglais par TK pour Investig'Action

Source : Investig'Action

^[1] Pour « Ecologisme de troisième génération »

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

Graphisme et Développement : Platanas studio